

pas simplement les provinces de l'Ouest, de l'Est, mais partout dans le Nord, et ailleurs, nous serons ensemble pour célébrer cette journée-là.

Monsieur le président, nous parlions il y a quelques secondes de l'information que nous avons donnée à nos compatriotes partout au Canada, et je voudrais parler de la campagne de ce bureau Canada Unity Information Office.

• (1640)

[Traduction]

L'opposition s'est servie de la plus grande partie de la réclame émanant du Centre d'information sur l'unité canadienne pour critiquer la publicité du gouvernement fédéral et pour laisser entendre que le Centre d'information devient rapidement un instrument de propagande du parti libéral.

M. Blenkarn: C'est exact.

M. Parent: C'est absolument faux. Je voudrais que mes collègues d'en face m'écoutent énumérer certaines choses que nous avons accomplies au lieu de critiquer sans même écouter.

M. Blenkarn: Nous avons vu vos oies.

M. Parent: Parmi la publicité faite l'an dernier, signalons la réclame télédiffusée à divers moments de l'année pour décrire les programmes et les services du gouvernement fédéral. C'est là un instrument du parti libéral, n'est-ce pas? Ce sont des services que le gouvernement fédéral fournit à tous les Canadiens. Une des annonces publicitaires durant cette campagne était intitulée «L'environnement» et on y décrivait les secteurs dans lesquels le gouvernement fédéral est activement engagé, notamment la gestion des parcs nationaux, des ressources forestières et hydrauliques. Ces richesses sont-elles la propriété exclusive du parti libéral? Les députés d'en face ne répondent rien. Non, c'est à nous tous qu'elles appartiennent. Elles appartiennent aux Canadiens. C'est une honte que les députés d'en face osent seulement laisser entendre autre chose.

Un autre exemple de campagne publicitaire télévisée, c'est celui du message favorisant l'unité nationale et intitulé «Contributions». Cette annonce décrivait la richesse et le potentiel du Canada et donnait des exemples de contributions des diverses provinces à la prospérité nationale. Voilà donc ce qu'on appelle de la propagande libérale!

La campagne la plus contestable à laquelle le député a fait allusion est probablement la série d'annonces publiées l'an dernier dans la section des affaires du *Globe and Mail*. Le thème de la campagne était «Le Canada—nous avons tous beaucoup à offrir», et les annonces portaient sur la richesse et le potentiel du Canada. Le député a prétendu que ces annonces ne visaient à promouvoir aucun service ni aucun programme, mais bien l'image du gouvernement libéral. Je dois dire qu'en tant que député, je m'insurge fortement contre de telles allégations.

La citation qui suit permettra peut-être de réfuter certaines allégations. Elle est tirée du rapport Breau, soit le rapport du comité tripartite sur les accords fiscaux de 1981:

Non seulement les dépenses que le gouvernement fédéral engage dans les programmes provinciaux sans que les gouvernements provinciaux ne reconnaissent ni sa présence ni sa participation sont-elles une source de frustration pour

Les subsides

l'homme politique, mais elles privent le citoyen du droit de voir son gouvernement à l'œuvre et de le juger. La participation du gouvernement n'étant pas évidente, il ne peut la juger.

Par conséquent:

... le gouvernement qui ne se manifeste pas ne saurait être appelé à rendre des comptes.

En outre, la nécessité de faire comprendre aux Canadiens l'évolution du Canada, l'intégrité du système fédéral de gouvernement, la réalisation des vastes possibilités de notre pays, ainsi que la sécurité et le bien-être futurs de nos concitoyens peuvent dépendre en dernière analyse de la capacité du gouvernement de faire connaître à la population son rôle, ses politiques, ses programmes et ses services.

La publicité n'est qu'un des moyens de communiquer avec le public. Elle ne vise pas à remplacer le rôle traditionnel d'information des médias ou des députés, mais à y suppléer. Je me permets de citer le passage suivant d'une entrevue qu'accordait le député de Willowdale (M. Peterson):

Nous devons recourir aux techniques du XX^e siècle pour communiquer avec les Canadiens et tâcher de leur montrer les avantages qu'il y a à demeurer unis. La menace de séparation du Québec n'est pas encore disparue. Nous voyons maintenant le séparatisme dresser la tête dans l'Ouest avec le Western Canada Concept. Nous avons également pour tâche de fournir des services aux Canadiens, et si les Canadiens ne savent pas en quoi consistent ces services ni de quels services ils peuvent se prévaloir, nous avons failli à notre tâche de gouvernement. A moins que les gens ne sachent ce que nous faisons, ils ne sauront pas à qui demander des comptes.

Le Centre d'information sur l'unité canadienne produit actuellement 57 publications différentes, et plus de 7.6 millions d'exemplaires en ont été distribués depuis mai 1981, surtout pour répondre à la demande des parlementaires, du public en général et aux formules de commande qu'on trouve sur les comptoirs dans les bureaux de poste. C'est ainsi qu'au cours de la semaine du 14 au 19 mars 1982, nous avons reçu 1,611 lettres de citoyens auxquels nous avons adressé au total 19,378 articles d'information. L'année dernière, des députés et des sénateurs ont reçu plus de 2,200 demandes de documentation et environ 32 p. 100 des réactions aux brochures exposées dans les bureaux de poste sont venues des provinces de l'Ouest.

Depuis la création du Centre d'information sur l'unité canadienne, en 1977, nous avons diffusé plus de 80 millions de brochures, notamment «Le gouvernement du Canada et l'industrie du bâtiment», «Comment les Canadiens se gouvernent eux-mêmes» et «Le gouvernement du Canada à votre service», et, pourtant, les députés de l'opposition persistent à dire qu'il s'agit d'un instrument de propagande du gouvernement libéral.

M. Blenkarn: Ce l'est.

M. Parent: Était-ce un instrument de propagande du gouvernement conservateur lorsque les députés d'en face étaient au pouvoir et que l'ex-ministre faisait de la publicité sur les initiatives du gouvernement à l'époque? A-t-on jamais dit à ce moment-là que le Centre d'information sur l'unité canadienne était un instrument de propagande du gouvernement conservateur? Non, et je vais vous dire pourquoi. A ce moment-là, c'est le gouvernement conservateur qui était le gouvernement du Canada. Les députés d'en face formaient le gouvernement canadien, comme nous le formons aujourd'hui. Il est vrai qu'ils n'ont pas beaucoup aimé gouverner puisqu'au bout de neuf mois ils ont plié bagages et sont repartis la queue entre les jambes.

Mile MacDonald: Regardez ce qui s'est passé.